



INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,
Leadership et Stabilité



Notes sur la Couverture médiatique audiovisuelle du 4 au 7 janvier 2016

Ce rapport vise à déterminer dans quelle mesure et comment les médias agissent comme agent de pacification ou plutôt comme amplificateur des tensions, à travers l'identification des propos incendiaires proférés dans les médias. Il sert également à observer les foyers de tension qui se manifestent dans le pays et qui reçoivent une couverture médiatique.

A LA UNE

PREMIERES CONTESTATIONS DES RESULTATS DES SENATORIALES

La Commission Electorale Nationale Indépendante prévoit de publier les résultats officiels des élections sénatoriales avant ce 10 janvier. En vertu de la loi organique fixant les règles relatives au fonctionnement du Sénat, les résultats définitifs seront publiés par la Haute Cour Constitutionnelle avant le 25 janvier. Tous les documents de vote ont déjà été acheminés à Ambohidahy. Les premiers résultats provisoires consacrent une large victoire du parti Hery Vaovao ho an'i Madagasikara qui a raflé 36 sièges sur 42. Cette victoire provisoire écrasante du parti au pouvoir est loin de faire l'unanimité. Les candidats du parti Tiako i Madagasikara, de la plate-forme Miara Amin'i Président Andry Rajoelina, du Malagasy Miara-Miainga et du parti MARINA, sont les premiers à être montés au créneau. Une semaine après les scrutins, ils ont organisé une conférence de presse pour dénoncer le non-respect du Code électoral et les pressions exercées par le parti HVM. Boycottant déjà les futurs résultats, ces formations politiques prévoient de déposer plainte auprès de la HCC. S'ensuivent les grands électeurs de la région Vatovavy Fitovinany qui ont rejoint la capitale pour dénoncer le « chantage » exercé par le parti au pouvoir. Frédéric Randrianasolo, conseiller municipal de la commune rurale d'Ambila, s'est plaint auprès du député Abal Zafimahatratra d'avoir été démis de ses fonctions d'assistant parlementaire pour n'avoir pas voté pour le HVM. Ils ont saisi les démembrements régionaux de la CENI ainsi que l'Union nationale malgache des Droits de l'Homme.

*L'évolution du processus électoral est scrutée de près par tous les médias. Les conférences de presse organisées par les candidats et grands électeurs contestataires ont bénéficié globalement d'une large couverture. **RADIO PLUS** a particulièrement mis en avant les témoignages de Naika Eliane, tête de liste du TIM à Toliara, qui dénonce un « forcing électoral » dans sa circonscription. Face aux nombreuses critiques dont fait l'objet le HVM, la chaîne nationale **TVM** a surtout donné l'opportunité aux membres du parti de se défendre. Toutefois, la station a également rapporté le mécontentement des grands électeurs de la région Vatovavy Fitovinany, bien que l'information ait été traitée de manière expéditive. Ainsi, Anthelme Ramparany, député de Manakara et Kathy, députée de Mananjary ont démenti les affirmations des associations des grands électeurs de leur région : « nous refusons cette manière de salir l'image du HVM », ont-ils déclaré. Le président du parti HVM, lorsqu'il s'est exprimé sur cette chaîne, s'est défendu contre ces accusations « gratuites portant atteinte à la démocratie ». Il est convaincu que la victoire de son parti est le fruit des efforts déployés pour convaincre les grands électeurs. Il a appelé ses détracteurs à fournir des preuves concrètes ; non sans rappeler que le pays a besoin de stabilité. **MA-TV** a aussi permis au ministre d'Etat Rivo Rakotovoao de donner des explications, mais elle s'est surtout démarquée par son interview du vice-président de la CENI. Thierry Rakotonarivo a précisé que la décision relative à la refonte des élections ou à l'organisation d'élections partielles revient à la HCC, et ce après l'examen et l'analyse des dossiers de vote. Il a reconnu les lacunes sur le plan technique, pour ne citer que le manque de bulletin unique, tout en assurant que la CENI va prendre des mesures face au non-respect des lois en vigueur. La chaîne s'est particulièrement étalée sur les détails des premiers résultats officiels dans les six provinces. Aux dernières nouvelles, le HVM a obtenu 36 sièges, le TIM 3, le MAPAR 2 et le*

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:





INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,
Leadership et Stabilité



Leader Fanilo I. Un siège est occupé par un candidat indépendant. « Qu'en sera-t-il de l'indépendance du Sénat ? », s'inquiète KOLO TV.

Alors que les résultats ne sont pas encore officialisés, la chaîne s'intéresse déjà à l'élection du président du Sénat. A priori, elle est certaine que celui-ci sera issu du parti HVM. Selon ses pronostics, les cartes pourraient se jouer entre Kolo Roger ; ancien Premier ministre, Andrianjaka Samson Goulzar ; député élu à Ampanihy et homme de confiance du Président de la République, Rina Andriandavy, tête de liste du parti à Fianarantsoa durant les sénatoriales, Malo Benoît, tête de liste du parti à Toamasina durant les sénatoriales et Mananjara Andriambololona, ancien Chef de la région Analamanga. Egalement très critique envers l'organisation des scrutins, VIVA TV dénonce le non-respect du secret de vote, de la démocratie et de l'indépendance de la CENI. Comme le fait savoir ANTSIVA, le TIM, le MAPAR, le MMM et le parti MARINA ne sont pas les seuls à avoir été victimes de « malversations » du parti HVM. La station a rapporté les plaintes de Monja Roindefo, président du parti MONIMA ; qui accuse également le parti au pouvoir de fraudes. Il prévoit de déposer plainte auprès des juridictions compétentes. La formation politique AREMA hausse également le ton, en ce que certains grands électeurs du parti auraient eu des difficultés à rejoindre les bureaux de vote. FREE FM, pour sa part, est surprise de la réaction des grands partis politiques qui ont attendu les premiers résultats pour se plaindre de la mauvaise organisation des scrutins. Dans son émission « Anao ny fitenenana », la journaliste et non moins conseillère municipale, Lalatiana Rakotondrazafy rappelle que ces mêmes partis avaient pourtant critiqué l'association Freedom lors des élections communales lorsqu'elle a engagé la même démarche. La journaliste a saisi l'occasion pour expliquer qu'elle a décidé de voter pour le candidat du parti MARINA et non pour le candidat du MAPAR, tout simplement parce qu'aucun candidat de la plate-forme n'a cherché à rencontrer les électeurs de l'association Freedom. Le député Naivo Raholdina n'a pas hésité à accuser l'association de trahison après cette déclaration.

POLITIQUE INTERNE

CEREMONIE DE PRESENTATION DE VŒUX, JUGEE BUDGETIVORE

La cérémonie de présentation de vœux, la deuxième pour Hery Rajaonarimampianina, se tiendra le 8 janvier prochain à Iavoloha. Ce grand événement sera une occasion pour le Président de la République de dresser le bilan de l'année 2015 et de partager ses perspectives pour la nouvelle année. Environ 1 500 invités sont attendus à cette cérémonie, dont le budget se chiffre à 90 milliards d'Ariary. Une partie de l'opinion publique y voit surtout un énorme gaspillage et milite pour l'annulation des festivités par la Présidence. Elle estime, en effet, que le budget devrait être affecté à des actions sociales plus urgentes. L'association Wake Up Madagascar prévoit, d'ailleurs, d'organiser une manifestation aujourd'hui à Antananarivo, pour s'opposer à la tenue de l'événement. Les rumeurs vont bon train sur l'action de certains citoyens qui prévoiraient de lancer des ordures, voire des pierres, sur les voitures qui emprunteront le chemin du Palais présidentiel. Ainsi, l'Etat-Major Mixte Opérationnel de la Région (EMMO-Reg) entend renforcer le dispositif de sécurité.

La Présidence a été la cible des critiques des auditeurs entrés en direct dans l'émission « Sehatra ho an'i Mpihaino » sur la radio ANTSIVA. Informés du budget alloué aux festivités, les auditeurs sont indignés que l'Etat dispose de sommes aussi importantes mais qu'il ne priorise pas les intérêts de la population. La réflexion des médias s'est portée sur le discours du Président de la République ainsi que sur le budget de la cérémonie. « Osera-t-il exposer les lacunes et les blocages qui existent à Madagascar, pour ne citer que la gestion des ordures, l'insécurité, la pauvreté, ou encore le délestage ? », s'interroge VIVA TV. Pessimiste, la chaîne est surtout convaincue que l'allocution du locataire d'Iavoloha sera un discours de propagande. Elle dénonce, par ailleurs, l'indécence de la

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:





INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,
Leadership et Stabilité



somme allouée aux festivités, qui selon elle devrait être dépensée dans l'assainissement de la ville ou dans l'achat de carburant pour réduire les coupures d'électricité. **FREE FM** partage le même avis et remarque que l'organisation de cette cérémonie mobilise des coûts exorbitants en matière de prestations de service. Le constat de la station est unanime : « les tenants du pouvoir ignorent ce qu'est une politique d'austérité ». Forçant encore un peu plus l'indignation de l'opinion publique, **KOLO TV** a annoncé qu'il y aura finalement 1 700 invités au lieu de 1 500 comme prévu. La chaîne craint que cette révision du nombre d'invités accentue encore davantage les dépenses. Elle a mis en avant les avis défavorables de la société civile, notamment de l'association *Wake Up Madagascar*, et de certains citoyens quant à la tenue de l'événement, affichant ainsi sa position. Par ailleurs, la chaîne a sollicité les journalistes *Soava Andriamarotafika* et *Andry Rakoto* pour anticiper sur l'intervention du Président de la République. Ils s'attendent à un discours habituel qui annoncera une hausse du salaire des fonctionnaires. **RADIO PLUS** a relevé que la plupart des patrons de presse n'ont pas encore reçu leur carton d'invitation à la veille de la cérémonie. En outre, les grands électeurs ne feront pas partie des invités. **TVM**, de son côté, a focalisé son attention sur les préparatifs de la cérémonie. A la veille du Jour-J, la chaîne a annoncé que tous les dispositifs, en l'occurrence la décoration et la sonorisation, étaient prêts. Afin de taire la polémique, elle a rappelé à travers un publi-reportage, que la cérémonie de présentation de vœux est « une pratique courante dans le monde ». Elle a ainsi cité les cas du Cameroun, du Bénin, de la Côte d'Ivoire, des Etats-Unis et de la France. **TVM** a tenté de convaincre ses téléspectateurs que cet événement est aussi important que la fête nationale, car elle permettra à toutes les forces vives de la nation de déterminer la voie à prendre pour faire avancer le pays.

ECONOMIE ET SOCIETE

ASSAINISSEMENT DE LA CAPITALE : LA CUA ET LE SAMVA ACCUSÉS A TOUR DE RÔLE

Le ministère d'Etat en charge des projets présidentiels, de l'Aménagement du territoire et de l'Equipement, a octroyé une subvention de 156 millions d'Ariary au Service Autonome de Maintenance de la Ville d'Antananarivo pour la réalisation des travaux d'assainissement de la capitale en cinq jours. Selon le communiqué du conseil du gouvernement du 30 décembre 2015, le SAMVA a déjà touché cette enveloppe et l'opération, baptisée « Coup de poing », a pris fin le 31 décembre 2015. Force est de constater cependant que les ordures continuent à s'amonceler dans plusieurs quartiers de la ville. Interpellée, la ministre de l'Eau, de l'Assainissement et de l'Hygiène, *Ndahimananjara Johanita*, a rappelé que les ordures auraient été mieux gérées si les Redevances sur les ordures ménagères avaient été versées régulièrement au SAMVA. Toujours selon ce communiqué, en effet, le ministère de l'Eau et de l'Assainissement a été contraint de demander une subvention étatique après avoir constaté que la somme des redevances remise par la Commune urbaine d'Antananarivo n'était pas suffisante pour financer l'enlèvement des ordures de la capitale. *Gervais Rakotoarimanana*, ministre des Finances et du Budget ainsi que *Serge Ratsimbazafy*, directeur général du SAMVA avancent que le financement ne manque pas, mais que le problème est d'ordre technique. La Commune Urbaine d'Antananarivo spécifie que son rôle se limite au suivi des actions du SAMVA.

« Les actions du SAMVA ne sont pas suffisantes », statue **ANTSIVA** après avoir mené des investigations dans le quartier de *Behoririka*, qui croule actuellement sous les ordures ménagères. La station a observé les conséquences néfastes de l'amoncellement des déchets sur l'appareil respiratoire tant des enfants que des adultes. **VIVA TV** a traité le sujet sous le même angle. Au micro de la chaîne, les marchands d'*Andravoahangy* et d'*Isotry* se plaignent des maladies contractées en raison de l'exposition aux déchets depuis près d'un mois et de l'influence négative de l'amoncellement des

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:





ordures sur leur commerce. Le média ajoute que la situation est également à l'origine de la baisse du taux de réussite aux examens scolaires. Pour **VIVA TV** et **FREE FM**, la faute incombe à la CUA de ne pas avoir remis l'ensemble des redevances déduites des taxes d'habitation au SAMVA. **KOLO TV** ne peut s'empêcher de comparer la CUA aux communes des autres grandes villes telles Toamasina et Mahajanga, qui arrivent à nettoyer la ville en l'absence de subvention. Malgré tout, pour la chaîne, le premier responsable est le SAMVA. A maintes reprises, elle s'interroge, d'ailleurs, sur la manière dont ce Service a géré les 156 millions d'Ariary. « Les responsables étatiques ne restent pas les bras croisés face à la situation », souligne **RNM**. Ndahimananjara Johanita, ministre de l'Eau, de l'Hygiène et de l'Assainissement, Onitiana Realy, ministre de la Population et Gervais Rakotoarimanana, ministre des Finances et du Budget, sont intervenus dans l'émission « Loharano » pour rassurer les auditeurs que l'Etat est en train de prendre les dispositions qui s'imposent. Le Grand argentier a même spécifié que les fonds nécessaires pour remédier au problème sont déjà disponibles.

AFFAIRE DE KIDNAPPING A TOAMASINA

Après la mort de leur fille Annie, les parents des deux adolescents kidnappés à Toamasina ont organisé une conférence de presse pour supplier les ravisseurs de libérer leurs fils Arnaud, avant la fin de l'année. Ils ont avoué à cette occasion, que la rançon réclamée était trop élevée. Pour rappel, Arnaud et Annie ont été victimes d'un rapt le 23 novembre dernier alors qu'ils rejoignaient leur établissement scolaire. Les ravisseurs ont demandé une rançon de 4 millions d'Euros en contrepartie de leur libération, pour descendre ensuite à 1,5 million d'Euros. Une enquête mixte dirigée par le Procureur de la République de Toamasina a été ouverte. Le 20 décembre dernier, les ravisseurs ont exécuté Annie dont le corps sans vie a été retrouvé près du domicile de ses parents. Une vingtaine de personnes ont déjà été auditionnées, tandis qu'un élément des forces de l'ordre ainsi qu'un opérateur économique ont été arrêtés.

TV PLUS et **RADIO PLUS** a focalisé son attention sur les rebondissements de l'affaire. Les deux stations rapportent que les ravisseurs ont l'intention de relâcher Arnaud mais qu'ils menacent de s'en prendre aux parents ainsi qu'aux éléments des forces de l'ordre. Ainsi, la famille de la victime a demandé à ce que leur sécurité soit renforcée. En outre, la rançon n'a pas encore été versée, étant donné que les deux camps ne se sont pas encore convenus de l'heure de l'échange. Adoptant une approche approfondie dans le traitement du sujet, **KOLO TV** a révélé l'identité de l'opérateur économique impliqué dans l'affaire, un dénommé Marcelin Randrianjaka qui a été arrêté dernièrement. La chaîne a tenté de recueillir des informations supplémentaires auprès de Jean Rostant Rabialahy, directeur de cabinet du ministre de la Sécurité publique, mais ce dernier a avoué qu'il ne pouvait se prononcer sur l'affaire.

FORMAT DE COUVERTURE

ANTSIVA a rediffusé en intégralité l'interview de Beboarimisa Ralava, ministre de l'Environnement, qui s'est focalisée sur l'assainissement des ordures et l'environnement urbain. Les mesures d'accompagnement de la loi relative à l'interdiction de l'utilisation des sacs en plastique ont également été abordées. La station a profité de l'occasion pour interroger le ministre sur la mise en place de la Chaîne spéciale de lutte contre le trafic de bois de rose ainsi que sur la durée de l'opération « Coup de poing » initiée conjointement par son département avec le ministère de l'Eau, de l'Assainissement et de l'Hygiène et la CUA. Selon le ministre, 1 689 rondins de bois précieux dont

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:





INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,
Leadership et Stabilité



441 de bois de rose ont été dernièrement saisis à Toliara lors d'une descente du staff du ministère. De fausses déclarations ont été relevées lors de la perquisition. Concernant l'opération d'assainissement de la capitale, le membre du gouvernement a évoqué les subventions octroyées au SAMVA.

STYLE ET DEONTOLOGIE

VIVA TV a diffusé une « présumée » conversation téléphonique entre le ministre de l'Intérieur et de la Décentralisation, Olivier Solonandrasana Mahafaly et le président du Conseil municipal de Morafeno, un certain Rodimanana, dans lequel le soi-disant ministre a proféré des menaces à l'encontre de son interlocuteur. Le premier y est en train de menacer son interlocuteur que celui-ci « ne recevra pas le million d'Ariary convenu, compte-tenu des résultats électoraux décevants ». La chaîne s'enorgueillit de détenir des preuves pour inculper le ministre grâce à cette bande, tout en rapportant que le ministre de l'Intérieur et de la Décentralisation a démenti les faits.

Responsables de l'Unité de Monitoring des Médias :

Tiaray RANDRIAMALALA: tiaray.randriamalala@eces.eu

Mirana RAZAFINDRAZAKA: mirana.razafindrakaza@eces.eu

Site web: www.incipals.eu

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:

